

Juin 2006

Deux tendances en particulier travaillent aujourd'hui contre l'unité européenne. La première, c'est la tendance protectionniste, qui se répand au niveau mondial, issue de la réticence croissante des citoyens, préoccupés par les effets de la globalisation, à subir passivement l'application des accords multilatéraux et des prescriptions élaborées dans le cadre de l'OMC, du FMI, du G8, ou d'autres organismes analogues. La seconde, c'est la tendance à la divergence des politiques des pays membres de l'Union européenne, conséquence de l'impasse dans laquelle se trouve l'intégration européenne qui les prive d'un cadre de référence supranational pour leurs politiques.

C'est à la lumière de ces deux tendances régressives, l'une mondiale et l'autre européenne, prélude à de nouvelles divisions, défiances et discordes entre les Etats, qui encouragent les politiques du *chacun pour soi* et du *beggar thy neighbour*, que se définit le mal-être politique, économique et social, présent dans une grande partie des pays européens. Un mal-être déjà évident et aigu en France, en Allemagne et en Italie, c'est à dire au sein des trois plus grands pays parmi les fondateurs de la première Communauté européenne qui avaient choisi la voie de la coopération et de l'ouverture des frontières non pas comme une fin en soi mais comme moyen pour construire graduellement une fédération européenne

En France, on assiste à une contestation toujours plus radicale de la mondialisation et de l'Europe-marché avec ses deux corollaires, la libéralisation de la concurrence et la diminution de l'Etat social qui menace la capacité de la République à gouverner. Il s'agit d'un mouvement de protestation qui n'est pas simplement l'expression de « l'exception française » ni de la résistance de la France profonde à tout changement. Une sorte de déception globale s'insinue partout. Mais c'est seulement en France que cette déception se joint à la crainte d'une marginalisation progressive de la civilisation européenne et de la disparition du rôle de l'Etat hérité d'une révolution qui a contribué, à travers un cheminement difficile et souvent contradictoire, à promouvoir le respect des droits, la sécurité et la prospérité des hommes. L'affaiblissement de la perspective européenne renforce le front multiforme du patriotisme français face à une rhétorique européiste qui voudrait une Europe-puissance mais qui n'a pas le courage de se battre pour ce que cela implique : la construction d'un Etat européen.

En Allemagne, au-delà des déclarations de façade en faveur du rôle de l'Europe et de ses institutions, le gouvernement travaille depuis longtemps au renforcement d'un rôle autonome pour l'économie et la politique extérieure allemande dans le champ européen et international. Grâce à sa position géographique et à sa capacité de production, l'Allemagne a un potentiel de développement dont aucun autre pays d'Europe occidentale ne dispose ni ne peut espérer disposer tout seul. Grâce à la réunification, aux accords privilégiés passés avec les pays de l'Est et la Russie dans le domaine du développement des infrastructures, des transports et des communications, comme dans celui de l'énergie, l'économie allemande surpasse encore les économies française et britannique. Cela est confirmé par le fait que les perspectives de reprise économique européenne restent liées non pas à de pseudo-plans européens, mais plutôt à la fonction d'entraînement exercée par la locomotive de la production allemande sur le reste de l'Europe. Et même sur le terrain de la politique extérieure et de sécurité, la tentation de se tailler un rôle autonome est manifeste. En Europe centrale et orientale, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, l'Allemagne a accentué sa position en tant que puissance régionale moyenne qui veut être écoutée par les Etats-Unis, par la Russie et par la Chine, indépendamment des autres pays européens. Cette évolution de la politique allemande

ne peut que susciter des préoccupations et des tensions dans les pays voisins ainsi qu'à l'intérieur même de la société allemande. En l'absence d'un ancrage européen, le besoin qu'a l'Allemagne de chercher de nouvelles ressources et de nouveaux débouchés pour résoudre les déséquilibres sociaux internes et pour s'assurer une sécurité toujours plus menacée par l'instabilité de ses voisins orientaux et la renaissance de la puissance russe, ne pourra qu'assumer de plus en plus un caractère nationaliste.

En Italie, depuis toujours le maillon faible de l'Europe, les dernières élections nationales ont offert l'image d'un pays toujours davantage en crise et toujours plus difficile à gouverner. Le populisme, l'extrémisme et parfois carrément l'apologie du fascisme ont dominé la campagne électorale. Le nouveau gouvernement est contraint à la défensive. Il doit avant tout affronter le problème de la sauvegarde du cadre constitutionnel démocratique et unitaire de l'État pour éviter que la situation ne se dégrade brusquement. Il devra en outre affronter l'objectif difficile de maintenir l'Italie dans l'union économique et monétaire. Si cela devait ne pas se produire, l'Union européenne se trouverait confrontée à une nouvelle crise à gérer à l'interne, sans disposer des instruments pour la résoudre. Une crise italienne profonde ne serait pas privée de conséquences pour le reste de l'Europe. En même temps, aucun autre pays que l'Italie n'a autant besoin d'un ancrage à l'objectif de la Fédération européenne. C'est pourquoi, au moment où cet objectif semble ne pas être à l'ordre du jour, il devrait être dans l'intérêt de la classe politique et de l'opinion publique italiennes de le relancer et de le reposer à travers des choix et des comportements cohérents et crédibles.

La faveur croissante que recueillent dans de larges couches des opinions publiques nationales, certains mouvements politiques qui se réclament du chauvinisme ou de la *Realpolitik*, comme en France et en Allemagne, ou du populisme, comme en Italie, est en soi le signe tangible de la dégénérescence de la lutte politique en Europe.

Pour sortir de cette situation potentiellement explosive la France, l'Allemagne et l'Italie doivent partir de trois données de fait dont on ne peut pas faire abstraction si l'on veut vraiment faire l'Europe. La première donnée de fait est que, si *contribuer* à l'instauration d'un ordre mondial plus équilibré et plus juste dépendra *aussi* des Européens une fois qu'auront été posées les bases de la création d'un pôle européen, *faire* l'Europe nécessaire à cet objectif dépend *seulement* de la volonté de certains pays de fonder un État fédéral européen. La seconde donnée de fait, au-delà et en dehors de la rhétorique des institutions communautaires selon laquelle tous les pays contribuent dans une égale mesure à l'intégration européenne, c'est que l'initiative de fonder un nouvel État européen ne peut faire abstraction, au moins dans sa phase initiale, de la France et de l'Allemagne. La troisième donnée de fait en découle : le temps pour faire l'Europe coïncide avec celui durant lequel la France et l'Allemagne resteront disposées à approfondir toujours plus leur coopération bilatérale et à cultiver le projet d'union entre les deux États pour constituer le premier noyau de l'État fédéral européen.

Si cela est vrai, la divergence possible des politiques et des intérêts nationaux de ces deux pays constitue un risque mortel pour l'Europe. Il s'agit d'un risque concret qui ne peut être conjuré par l'existence du faible cadre institutionnel de l'Union européenne et de l'euro ni, encore moins, contourné par des projets pour créer un pseudo-gouvernement européen dans le domaine de l'économie ou de la sécurité, basé sur la coopération volontaire des États, comme quelques uns le souhaitent. C'est pour cela qu'il faut agir vite. Le moment est venu pour les gouvernements, les classes politiques et les parlements de France et d'Allemagne de prendre conscience de l'énorme responsabilité historique qui pèse sur eux, soit ils décident de promouvoir avec une initiative spécifique la création de l'État fédéral européen, soit ils l'empêchent en s'abstenant simplement d'agir. Pour les gouvernements, les classes politiques et les parlements des autres pays, à commencer par l'Italie et les autres fondateurs, il s'agit d'encourager cette prise de conscience et de l'acheminer vers une issue fédérale européenne.

*Publius*

---

Sous les auspices de la Fondation Mario et Valeria Albertini

---

Editrice EDIF Onlus, via Volta, 5 - I-27100 Pavia - E-mail: [publius@euraction.org](mailto:publius@euraction.org)  
Direttore responsabile Elio Cannillo - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 576 del 9 settembre 2002  
Stampatore PIME SRL, Pavia - Poste Italiane s.p.a., Spedizione in Abbonamento Postale D.L. 353/2003  
(conv. in L. 27/02/2004 n. 46) art. 1, comma 2, DCB Pavia  
[www.euraction.org](http://www.euraction.org)